LES HOMMES POLITIQUES ANALYSENT 2015

Craintes et espoir

Propos recueillis par Khedidja Baba-Ahmed

Quels sont les deux événements nationaux (politiques, sociaux ou culturels) qui ont marqué, selon vous, positivement ou négativement, l'année 2015 et qui pourraient impacter 2016 ? C'est la question que nous avons posée à un grand nombre d'hommes politiques de diverses tendances et opinions. La question était toutefois assujettie à une condition : que les réponses soient les plus brèves possibles. Cette contrainte se justifiait par un simple et banal problème d'espace et de souci de donner la parole au maximum de personnalités. Nous étions bien conscients toutefois que demander aux hommes politiques de limiter leurs réponses d'abord à deux faits et ensuite de les contraindre à ne pas trop développer était leur faire faire un exercice portant sur un choix des plus délicats et ensuite leur faire courir le risque bien réel de rendre leurs réponses quelque peu réductrices d'une année ô combien riche en événements de tous ordres ! La quasi-totalité des personnalités interrogées s'est, malgré tout, pliée à cet exercice, même si nous avons eu quelques réflexions des plus justifiées : «Vous allez, vous aussi, nous confiner et limiter notre liberté à quelques lignes résumant toute une année, nous a dit Ali Benflis qui s'est contraint toutefois à nous répondre très vite et brièvement ou encore Mme Louisa Hanoune qui s'est écriée : Comment voulez-vous résumer en un paragraphe des faits d'une extrême importance, des faits qui se sont accumulés et mettent en danger tout le pays ?» Ces hommes et femmes politiques ont malgré tout répondu, ce qui n'est pas le cas d'autres : Ahmed Ouyahia, Belaïd Abdelaziz et M. Nabou du FFS qui était quant à lui prêt à le faire quant est tombée la nouvelle du décès de Monsieur Aït Ahmed. Si ce défunt n'a pas été évoqué par la majorité des hommes politiques interrogés, cela est tout simplement dû au fait que les interviews, pour beaucoup, ont été réalisées quelques jours avant la disparition d'Aït-Ahmed. Au-delà et sur le contenu des réponses, tous les responsables politiques à qui nous avons ouvert nos colonnes en dehors de M. Saâdani s'accordent sur un fait : une vacance du pouvoir persistante, préjudiciable et une absence de préparation non moins préjudiciable de la gouvernance à la crise pétrolière dont les incidences à venir seront encore plus graves sur le pouvoir d'achat des citoyens. Une gouvernance, amplifiée, nous dit M. Bahbouh, par «une gestion complaisante des affaires de l'Etat par le pouvoir en place (corruption, fuite de capitaux, dévaluation du dinar, passe-droits, etc.». Cette année 2015 a vu, nous dit de son côté Ali Benflis, la dégénérescence de la vacance du pouvoir s'aggraver par la «dislocation du centre de la décision nationale».

C'est en fait d'une rupture de consensus prévalant au sein du régime en place depuis fort longtemps, tant au niveau institutionnel qu'au niveau politique, économique et social dont il s'agit aujourd'hui s'accordent tous à le dire explicitement pour certains ou implicitement pour d'autres. «L'année 2015 a consacré, selon Louisa Hanoune, l'existence d'un pouvoir illégitime et illégal qui dispute ouvertement le pouvoir aux institutions de la République.» Constat fait sur 2015, alors que les autres personnalités interrogées y voient un phénomène qui remonte à plus loin dans le temps. Forces occultes, forces extra-constitutionnelles, groupes d'influence et de pression, patrons oligarques, la terminologie est différente, mais elle désigne une même cible. Déni de justice et atteinte aux libertés caractérisent aujourd'hui, pour Mohcin Bellabes, la pratique du pouvoir, et il l'illustre par la gestion «scandaleuse» des deux événements qu'il considère comme les plus marquants en 2015, en l'occurrence ceux de Ghardaïa et le soulèvement contre le gaz de schiste et dont la gestion a «signé» en quelque sorte l'échec du pouvoir. Notons que c'est le seul homme politique à avoir évoqué ces deux événements. Changement de cap ont souligné beaucoup de responsables politiques interrogés qui argumentent pour certains par l'adoption par les deux Chambres de la loi de finances 2016 : «volonté du gouvernement de remettre les privatisations à l'ordre du jour» pour Kader Fares, «remise en cause des acquis et tournant gravissime pour l'avenir du pays», dit encore la SG du PT Mokri du MSP observe que l'on est «passé du monopole économique de l'Etat au monopole d'un nombre restreint d'hommes d'affaires. Cette décision a été prise en coordination avec des puissances occidentales, et le FLN a été chargé d'en être le promoteur». Ce n'est évidemment pas l'avis de Amar Saâdani pour qui, l'un des faits majeurs 2015 concerne «les mesures organisationnelles prises en 2015 pour consacrer le caractère civil de l'Etat, des pouvoirs politiques et de la République ainsi que l'annonce de la révision de la Loi fondamentale dont tout laisse à croire qu'elle consolidera la démocratie en Algérie dans le cadre de l'Etat de droit».

Quant à ce qui attend le pays en 2016, «rien de réjouissant», dit Louisa Hanoune «sept années de vaches maigres», prédit Soufiane Djillali. «La vacance du pouvoir persistante (dixit Ali Benflis) menace le pays d'une réelle déstabilisation politique, économique et sociale dans un avenir prévisible.» C'est, en somme, ce que dit Nourredine Bahbouh, «situation fortement préoccupante avec tous les risques de dérapages» pour Ali Benflis... Cependant et quasi-unanimement, les responsables interrogés misent sur la maturité des citoyens pour contrer les reculs opérés par le pouvoir, même si la voix du SG du FLN compte, pour ce qui le concerne sur «l'Etat civil», la Loi fondamentale (Constitution) en cours et la «démocratie» qu'elle générera.

K. B.-A.

Ali Benflis, président de Talaie El Hourriyet

«Pour moi les deux évènements majeurs de l'année 2015 s'imposent d'eux-mêmes : il s'agit de la dégénérescence de la vacance du pouvoir et du retournement dramatique de la conjoncture énergétique mondiale. Je parle de dégénérescence de la vacance du pouvoir car après que celle-ci ait créé un vide au sommet de l'Etat, et mis toutes les institutions nationales et l'administration publique en situation de quasi-cessation d'activités voilà qu'elle dégénère en dislocation du centre de la décision nationale qu'ont accaparé des forces extra-constitutionnelles composées de tout ce que l'orbite immédiate du pouvoir compte des groupes d'intérêts, d'influence et de pression. Quant au retournement de la conjoncture énergétique mondiale, il est évident qu'il met le pays face à une crise économique d'une extrême gravité. Cette crise est destinée à prendre une ampleur insoupçonnable du fait d'une gouvernance mal préparée et mal inspirée et murée dans le déni des réalités. Dans une telle conjoncture, la vacance du pouvoir persistante menace le pays d'une réelle déstabilisation politique, économique et sociale dans un avenir prévisible.»

Amar Saâdani, secrétaire général du Front de libération nationale (FLN)

Photos : DR

«L'année 2015 est jalonnée d'événements nationaux qui s'inscrivent dans l'épopée de l'Algérie en marche ; une nation dont les hommes et les femmes intègres œuvrent au quotidien, avec certes comme partout ailleurs des hauts et des bas, mais avec tout de même bien plus de hauts que de bas, à la conquête du progrès humain sous toutes ses formes, pour nos populations collectivement comme pour nos citoyens individuellement. Il n'est pas aisé d'énumérer tous les événements qui ont marqué l'année 2015 au plan national, sans risque d'en oublier et des majeurs. Si je devais me hasarder à le faire, j'évoquerai en premier le 10e anniversaire de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, car nul ne doit oublier que dans le prolongement de la Concorde civile qui l'a précédée, cette initiative du Président de la République a permis de mettre fin à la *fitna* et de réconcilier l'Algérie avec elle-même ; d'ailleurs l'esprit de cette charte est toujours d'actualité et doit continuer d'inspirer nos actes. Toujours au plan politique, je rappellerai les mesures organisationnelles prises en 2015 pour consacrer le caractère civil de l'Etat, des pouvoirs politiques et de la République ainsi que l'annonce de la révision de la Loi fondamentale dont tout laisse à croire qu'elle consolidera la démocratie en Algérie dans le cadre de l'Etat de droit. S'agissant de la formation politique à laquelle j'appartiens, je rappellerai la tenue en mai 2015 du 10e congrès du Parti FLN depuis sa création il y a plus de 60 années ; ce congrès a notamment plébiscité le Président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, en qualité de président du Parti FLN. Je rappellerai également l'Initiative politique nationale pour le progrès dans la cohésion et la stabilité, initiative à laquelle ont d'ores et déjà adhéré pas moins de 32 partis politiques et plus de 300 associations nationales ; cette initiative préfigure un futur front politique uni, fondé sur une solidarité de valeurs, conçu comme un grand rempart démocratique et républicain dressé et géré par la société civile au service du peuple dont elle est l'émanation pour protéger notre pays, un rempart contre lequel viendront se briser les vagues invasives de la malveillance et autres périls qui guettent l'Algérie, son unité, sa souveraineté, son économie et sa sécurité. J'évoquerai enfin, pour rendre hommage à notre diplomatie, l'Accord de paix et de réconciliation au Mali tel qu'issu du processus d'Alger, et l'événement moins couvert par les médias qu'a été la Présidence par l'Algérie de la Conférence des Nations unies sur l'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, conférence qui s'est tenue à New York avec la participation de près de 200 pays. Maintenant, si je devais, comme vous me le demandez, me limiter à deux événements seulement, je choisirai d'abord et sans hésiter le conseil restreint présidé le mardi 27 janvier 2015 par le Chef de l'Etat et consacré au développement des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux ; les nombreuses mesures prises à l'issue de ce conseil et portées à la connaissance de l'opinion publique, y inclus celle relatives à la création de 10 nouvelles circonscriptions administratives, illustrent la détermination de l'Etat d'aller au-devant des préoccupations citoyennes dans le sud de notre pays. L'autre événement qui a clôturé l'année 2015 et qui endeuille l'Algérie entière est le rappel à Dieu de ce grand homme et héros de légende de notre glorieuse Révolution qu'est feu Hocine Aït-Ahmed. Son militantisme précoce pour l'affranchissement du peuple algérien du joug colonial, les idées nationalistes qui l'ont très jeune habité, son parcours dans l'honneur et l'exemplarité et ce qu'il incarne aujourd'hui comme symbole dans la conscience collective nationale, doivent pouvoir continuer d'inspirer les générations présentes et futures de militants et de politiciens, quelles que soient leurs sensibilités ou leurs convictions partisanes.»

Mohcine Belabbes, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie RCD

«L'année 2015 a été riche en événements. Mais il demeure que la mobilisation des citoyens du Sud contre l'exploitation du gaz de schiste et la gestion par le gouvernement des événements sanglants dans la vallée du M'zab resteront comme les événements les plus significatifs sur le plan politique et qui marqueront pour longtemps l'Histoire nationale. L'irruption de la contestation de l'exploitation du gaz de schiste a imposé non seulement un débat sur toute la politique économique nationale mais aussi une prise de conscience salutaire pour la nation. La détermination des populations du Sud dans leur action pacifique a suscité un débat encore plus large sur la gouvernance dans ces aspects économiques, des libertés et du respect des droits de l'homme. La solidarité agissante des Algériens exprimée notamment le 24 février, à l'occasion de la journée commémoratrice des nationalisations des hydrocarbures, où plusieurs rassemblements ont été organisés à l'échelle nationale à l'appel de la CLTD est un message d'espoir, un signe d'engagement et une preuve de maturité politique. Le recouvrement des droits et de la souveraineté du peuple algérien passent par la mobilisation pacifique de toutes les populations, cette contestation a donné le cap à suivre. Sur un autre plan, le pouvoir en place portera l'entière responsabilité des événements tragiques qu'a connus la wilaya de Ghardaïa et qui ont atteint une ampleur meurtrière jamais égalée en juillet 2015. L'exploitation qui en est faite par les clans du pouvoir qui s'affrontent explique la passivité coupable des services de sécurité pourtant présents en nombre important sur place pendant plusieurs mois. Les arrestations qui s'en sont suivies et les emprisonnements en violation de la loi qui ont visé des militants politiques pacifiques, comme c'est le cas de Nasser Eddine Hadjadj et Noureddine Krouchi cadres du RCD, coupables de ne pas faire le jeu des clans et de dénonciation médiatique des dépassements de toutes sortes sont autant de dérapages qui ne feront que préparer le lit à une radicalisation aux conséquences imprévisibles. La gestion scandaleuse de ce conflit par le déni de justice et les atteintes aux libertés signe l'échec du régime dans sa politique de rétablissement de la paix et de la stabilité dans cette région.»